

Nanouk : Conditions Générales de Vente

Article 1 Application des conditions générales de vente

Toute commande implique l'acceptation sans réserve des présentes conditions générales de vente. Il ne peut être dérogé à ces conditions que moyennant notre accord exprès et écrit.

Article 2 Conditions de la commande, modification et annulation

Toute commande est subordonnée à une acceptation par écrit de la part du vendeur. La commande doit être confirmée par écrit, et sera accompagnée de la preuve du paiement de l'acompte égal à 50 % du prix TVAC prévisionnel.

Toute modification de commande par le client est subordonnée à l'acceptation préalable de la part du vendeur. Elle devra être signalée au minimum 5 jours ouvrables avant la date de livraison.

En raison d'éventuelles difficultés d'approvisionnement, les goûts commandés ne peuvent pas toujours être garantis. Toute modification de la commande par le vendeur fera l'objet d'une notification préalable.

Toute annulation de commande par le client doit nécessairement être faite par courrier (date de la poste faisant foi). En cas d'annulation de la commande par le client *moins de 5 jours* ouvrables avant la livraison, le client s'engage à indemniser le vendeur de l'intégralité du marché conclu, outre le remboursement au vendeur de tous les frais encourus jusqu'au jour de l'annulation. En cas d'annulation de la commande par le client *plus de 5 jours* ouvrables avant la livraison, le client s'engage à indemniser le vendeur à concurrence d'un montant fixé forfaitairement à 25% du prix du marché conclu, outre le remboursement au vendeur de tous les frais encourus jusqu'au jour de l'annulation.

Article 3 Conditions de paiement

Nos factures sont payables immédiatement et au grand comptant.

Les intérêts en cas de non-paiement de la facture sont dus de plein droit et sans mise en demeure ; ils seront calculés sur base de l'indice de référence de la BCE applicable à la date de facturation. En cas de paiement tardif, une indemnité forfaitaire de 75 euro est due, de plein droit et sans mise en demeure, au titre de clause pénale. Le vendeur se réserve le droit de suspendre toutes les livraisons sans mise en demeure préalable.

Article 4 Prestation de service

Dans le cas où la commande comprendrait des prestations de services, le client donne mandat exprès au vendeur d'engager le personnel auxiliaire nécessaire. Le client déclare exonérer le vendeur de toute responsabilité quelconque dans le cadre de ce mandat et le garantir contre toute action qui pourrait être intentée contre lui par un membre du personnel auquel il aurait été fait appel.

Article 5 : Matériel prêté ou consigné

Tout bien prêté ou consigné non restitué et/ou détérioré sera facturé son prix d'achat majoré de 20%.

Article 6 : Livraison

Les délais de livraison indiqués par le vendeur sont donnés à titre indicatif. En toute hypothèse le vendeur décline toute responsabilité en cas d'événement susceptible d'être qualifié de force majeure ou d'événement échappant à son contrôle. En outre le vendeur décline toute responsabilité en cas d'absence du client au moment de la livraison, d'adresse erronée communiquée par le client, de difficultés d'accès aux locaux et de tout problème lié au bon fonctionnement des surgelateurs chez le client. En toute hypothèse, la responsabilité du vendeur ne pourra dépasser la valeur de la marchandise fournie.

Article 7 : Réclamations

Toute réclamation relative aux prestations et/ou marchandises et/ou produits devra, sous peine d'irrecevabilité, être formulée sur le bordereau de livraison et/ou de prestation au moment de la livraison et/ou prestation. Les parties conviennent expressément qu'une facture non valablement contestée dans les quinze jours de la date de la facture, par courrier recommandé, sera considérée comme acceptée.

Article 8 : Tribunal compétent

Tout litige pouvant résulter directement ou indirectement d'une opération à laquelle s'appliquent les présentes conditions générales sera exclusivement de la compétence des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, et seul le droit belge est applicable.